



Il sera inhumé aujourd'hui au cimetière d'El Alia

Décès de l'ex-chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5478 - Jeudi 23 septembre 2021 - Prix : 10 DA

Procès de Ali Ghediri

Sept ans de prison ferme requis

Page 16

Dr Bekkat Berkani

«Il est inconcevable de voir un professionnel de santé qui ne soit pas vacciné»

Page 2

Regain de crise en Libye

Par Mohamed Habili

Voilà plusieurs mois que les observateurs de la scène libyenne passaient leur temps à balancer entre les deux possibilités s'offrant à eux, relativement aux élections du 24 décembre prochain, conçues comme le couronnement du processus de Berlin lancé en janvier 2020, les deux termes de l'alternative étant leur tenue ou à l'opposé leur non-tenue, du moins à la date convenue. L'éventualité de leur report, pour des raisons purement techniques, n'a quant à elle jamais été envisagée. Et pour cause, les deux années de préparation avaient semblé suffisantes pour aplanir ce genre de difficultés si elles devaient surgir en cours de route. Les pronostics avaient été de façon continue en faveur de la réussite du processus de sortie de crise, et cela jusqu'à la réunion du Forum du dialogue politique libyen de fin juin à Genève sous l'égide de l'ONU qui s'était terminée sans qu'un accord ne soit trouvé entre ses 75 membres sur la base constitutionnelle des élections du 24 décembre. Depuis cet échec, la tendance en cette matière s'est inversée, mais sans que tout espoir ne soit abandonné pour autant. Avec le retrait de confiance au gouvernement d'unité nationale que vient de voter le Parlement de Tobrouk, un point de rupture est atteint, dont on se demande s'il n'est pas définitif. C'est comme si brusquement la crise libyenne était revenue à son état d'avant la conférence de Berlin.

Suite en page 3

À l'issue de la réunion du Haut Conseil de sécurité

L'Algérie décide de la "fermeture immédiate" de son espace aérien au Maroc



Ph/D. R.

L'Algérie a décidé de la "fermeture immédiate" de son espace aérien à tous les aéronefs civils et militaires marocains ainsi qu'à ceux qui portent un numéro d'immatriculation marocain, à partir de mercredi (hier), et ce à l'issue de la réunion du Haut Conseil de sécurité, présidée par le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune. Page 3

Inondations, feux de forêts et canicule

La loi relative aux catastrophes naturelles sera révisée

Page 3

Saïda

Arrestation d'une personne pour chantage sur réseaux sociaux

Page 16

Il sera inhumé aujourd'hui au cimetière d'El Alia

Décès de l'ex-chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah

■ L'ex-chef de l'Etat et ancien président du Conseil de la nation, Abdelkader Bensalah, est décédé, hier à Alger, a annoncé la Présidence de la République.

Par Reda M.

Le défunt sera inhumé aujourd'hui au cimetière d'El Alia d'Alger après la prière d'El-Dohr.

En cette douloureuse circonstance, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a décidé la mise en berne du drapeau national à travers le territoire national pendant trois jours à compter d'hier.

Né le 24 novembre 1941 dans

la daïra de Felaoucen (wilaya de Tiemcen), Abdelkader Bensalah avait occupé le poste de chef de l'Etat, le 9 avril 2019, conformément aux dispositions de l'article 102 de la Constitution et ce, après la constatation par le Conseil constitutionnel de la vacance définitive de la présidence de la République.

Sa mission de Chef de l'Etat a pris fin après l'élection de Abdelmadjid Tebboune nouveau président de la République le 12 décembre 2019.

Feu Bensalah qui occupait, en parallèle, le poste de président du Conseil de la nation, avait démissionné après la lettre adressée, le 4 janvier 2020, au président Tebboune l'informant de sa volonté de mettre fin à son mandat à la tête de la Chambre haute du Parlement.

L'ex-chef de l'Etat avait entamé sa carrière en tant qu'ambassadeur en 1989, avant de faire son entrée dans le monde politique en contribuant à la création du Rassemblement national démocratique (RND). Il avait entamé son action parlementaire en 1977 en tant que député avant d'être élu président de la commission des relations extérieures puis du Conseil national de transition (CNT), de l'Assemblée populaire nationale (APN) et, enfin, du Conseil de la nation. Nommé ambassadeur d'Algérie en Arabie saoudite en 1989 et représentant permanent auprès de l'organisation de la Conférence islamique (OCI) à Djeddah, Bensalah avait été rappelé en 1993 pour conduire la commission du dialogue



Ph/D. R.

national en charge de l'élaboration de la plateforme de l'entente nationale en vertu de laquelle a été créé le CNT en 1994 qu'il avait présidé à partir du 14 juin 1994, avant d'être élu, en 1997, président de l'APN. Après sa réélection en tant que député de la wilaya d'Oran en 2002, feu Bensalah avait été désigné par l'ancien président de la République, Abdelaziz Bouteflika, membre du Conseil de la nation à la tête duquel il avait été porté à l'unanimité pour trois mandats au cours desquels il avait présidé l'Union parlementaire africaine. Marié et père de quatre

enfants, il avait collaboré à partir de 1968 avec de grands titres nationaux. En 1970, il avait été nommé directeur du centre algérien de l'information à Beyrouth puis directeur général du quotidien "El Chaâb" en 1974.

Feu Bensalah avait été fait docteur honoris causa de l'université de "Chungnam" en Corée du sud et décoré des médailles de l'Armée de libération nationale et du Mérite national.

R. M.

Bilan des dernières 24 heures

174 nouveaux contaminés et 14 décès

L'Algérie a enregistré 14 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, deux cas de moins que le bilan d'hier (16), portant à 5 739 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une baisse, avec 174 cas, soit 8 cas de moins par rapport au bilan d'hier (182), pour atteindre, au total, 202 122 cas confirmés.

R. N.

Dr Bekkat Berkani

«Il est inconcevable de voir un professionnel de santé qui ne soit pas vacciné»

La campagne de vaccination contre la Covid-19 en Algérie, lancée le 4 septembre dernier, continue de susciter des critiques de la part des professionnels de la santé, en raison de l'absence de la sensibilisation et de la communication autour de cette opération.

Le Dr Bekkat Berkani, président du Conseil de l'Ordre national des médecins, qui salue l'initiative en elle-même, critique surtout la communication faite autour de cette opération. «L'initiative de la campagne de vaccination est bonne, mais il faut s'assurer d'une organisation préalable», indique le Dr Bekkat Berkani, soulignant qu'«il faut une campagne de sensibilisation et de communication qui soit à la hauteur des enjeux». «Une campagne vaccinale se prépare comme une campagne militaire», estime-t-il. «Il y a déjà un problème dans la dénomination dans les affiches big day. Le 11 septembre est une date qui coïn-

cide avec des attentats», regrette-t-il. Le meilleur moyen pour réussir l'opération, selon le spécialiste, est de s'appuyer sur la société civile, et particulièrement sur les personnalités du monde sportif et l'influence des footballeurs de l'Equipe nationale, pour convaincre les Algériens d'adhérer à cette campagne de vaccination. Il faut aussi, selon lui, que les gens s'expriment dans des débats, sur les chaînes TV publique et privées, dans la presse, ... Lancer une offensive médiatique sans précédent.

Les endroits de vaccination dédiés à la vaccination posent aussi problème, selon Berkani. Pour lui, «il faut essayer de prévoir de vrais vaccinoriums. Il aurait été préférable d'en faire un grand central, à la Safex».

Concernant les premiers résultats de la campagne de vaccination contre la Covid-19, révélés par le ministère de la Santé, le Dr Bekkat Berkani déclare que «Le ministère a communiqué le

chiffre d'un million de vaccinés en une semaine. J'en doute». Il fera remarquer qu'un trois-quart de la population ne croit pas à la vaccination. Pour lui, c'est cette franche de la population qu'il «faut convaincre et persuader, voire persuader de force». «On ne peut pas risquer une quatrième vague. Il est inconcevable de voir un professionnel de santé qui ne soit pas vacciné. Il est inconcevable de voir un fonctionnaire qui a affaire à des citoyens, qui ne soit pas vacciné», dira-t-il.

Invité de la rédaction de la Chaîne III, le spécialiste est revenu sur la question de l'homologation des vaccins chinois Sinovac et russe Sputnik V, par l'Union européenne, le spécialiste estime qu'il y a probablement une différence de traitement par rapport aux vaccins. «Le Sinovac est un excellent vaccin», assure-t-il et de préciser qu'«il n'est pas reconnu par les autorités européennes, mais il est homologué

par l'OMS. C'est une guerre politico-économique contre la Chine, voire contre la Russie».

En ce qui concerne les voyages, il suggère que l'Algérie devrait permettre à travers l'augmentation des lignes aériennes, d'augmenter le nombre de vols.

L'intervenant est revenu également sur le système de santé qui doit être revu, dira-t-il, afin de corriger certains dysfonctionnements. «La santé n'a pas de prix, mais elle a un coût», estime-t-il, précisant qu'«il faut absolument revoir nos structures, leurs fonctionnements, les buts et les budgets. Cela va nous permettre de dépenser utilement et de façon efficace pour essayer de faire valoir les programmes de prévention, parce que c'est ce qui nous donnera les fruits». «Quand vous faites de la prévention, il y aura automatiquement moins de malades et vous faites une économie qui est importante», explique-t-il.

Louisa Ait Ramdane

Diplomatie Lamamra reçu à New York par le président du Conseil présidentiel libyen

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, a été reçu à New York par le président du Conseil présidentiel libyen, Mohamed Younes El Menfi, à l'indiqué hier un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

«Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, a été reçu, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU, par le président du Conseil présidentiel libyen, Mohamed Younes El Menfi, auquel il a transmis un message de son frère, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et réitéré la solidarité de l'Algérie et son soutien permanent au peuple libyen frère pour la concrétisation des priorités de l'étape actuelle, notamment en ce qui concerne la réalisation d'une réconciliation nationale inclusive qui tournera la page des différends entre les frères en Libye», souligne le communiqué.

La rencontre a également été l'occasion de «passer en revue les relations bilatérales historiques privilégiées entre les deux pays et peuples frères, les deux parties s'étant félicitées du rythme positif qui caractérise ces relations et de la concertation et de la coordination continues sur les différents dossiers régionaux et internationaux d'intérêt commun».

Le président du Conseil présidentiel libyen a chargé le ministre Lamamra, de transmettre «ses salutations et sa considération au président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour les efforts incessants de l'Algérie en faveur de l'instauration de la sécurité et de la stabilité en Libye».

La rencontre s'est tenue en marge de la participation de M. Lamamra aux travaux de la 76^e session de l'Assemblée générale de l'ONU qui se poursuivent jusqu'au 27 septembre à New York.

R. L.

À l'issue de la réunion du Haut Conseil de sécurité

L'Algérie décide de la "fermeture immédiate" de son espace aérien au Maroc

■ L'Algérie a décidé de la "fermeture immédiate" de son espace aérien à tous les aéronefs civils et militaires marocains ainsi qu'à ceux qui portent un numéro d'immatriculation marocain, à partir de mercredi (hier), et ce à l'issue de la réunion du Haut Conseil de sécurité, présidée par le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune.

Par Massi Salami

La réunion du Haut Conseil de sécurité a été consacrée à l'examen "des développements aux frontières avec le Royaume du Maroc, au regard de la poursuite des provocations et pratiques hostiles du côté marocain", précise un communiqué de la Présidence de la République.

"Le Haut Conseil de Sécurité a décidé de la fermeture immédiate de l'espace aérien de l'Algérie à tous les aéronefs civils et militaires marocains ainsi qu'à ceux qui portent un numéro d'immatriculation marocain, et ce à partir de ce jour", conclut le communiqué.

Pour rappeler, l'Algérie, par la voix de son ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ramtane Lamamra, a annoncé, le 24 août dernier, la rupture de ses relations diplomatiques avec le Maroc sur fond d'actes hostiles de longue date perpétrés par Rabat contre l'Algérie et qui se poursuivent jusqu'à maintenant.

"L'Algérie a décidé de rompre ses relations diplomatiques avec le Maroc à partir d'aujourd'hui", a déclaré M. Lamamra au cours d'une conférence de presse animée à Alger.

Lors d'une réunion du Haut Conseil de Sécurité, ayant précédé cette annonce, il a été souligné que les actes hostiles



Ph.D. R.

incessants perpétrés par le Maroc contre l'Algérie, ont nécessité la révision des relations entre les deux pays et l'intensification des contrôles sécuritaires aux frontières Ouest".

Lors de la réunion du Haut Conseil de Sécurité, tenue, hier, le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune, s'est recueilli et a lu la Fatiha à la mémoire du défunt, l'ex-chef de l'Etat, le moudjahid

Abdelkader Bensalah, a indiqué le communiqué de la Présidence de la République.

"Le Président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune a présidé, ce jour, une réunion du Haut Conseil de Sécurité, à l'entame de laquelle il s'est recueilli et a lu la fatiha à la mémoire du défunt, l'ex-chef de l'Etat, le moudjahid Abdelkader Bensalah.

Il a été aussi, indiqué que la

réunion a été consacrée à l'examen des développements aux frontières avec le Royaume du Maroc, au regard de la poursuite des provocations et pratiques hostiles du côté marocain. Le Haut Conseil de Sécurité a décidé de la fermeture immédiate de l'espace aérien de l'Algérie à tous les aéronefs civils et militaires marocains ainsi qu'à ceux qui portent un numéro d'immatriculation marocain, et ce à partir de ce jour".

M. S.

Inondations, feux de forêts et canicule

La loi relative aux catastrophes naturelles sera révisée

Insistant sur la nécessité d'une transition rapide de la «gestion de la catastrophe à la gestion du risque de catastrophe», le délégué national aux risques majeurs au Ministère de l'intérieur a annoncé le lancement de la révision de la loi relative aux catastrophes naturelles et aux plans de prévention à partir de la semaine prochaine.

Les catastrophes naturelles ont fait un ravage cette année. En effet après les feux de forêts qui ont engendrés des dommages et des pertes humaines énormes, viennent les premières pluies et les inondations qui ont fait, Comme chaque année en pareille période, de gros désagréments. S'exprimant hier sur les ondes de la radio nationale a

ce sujet, le délégué national aux risques majeurs au ministère de l'intérieur, le Pr Abdelhamid Afra a annoncé le lancement d'une révision de la loi relative aux catastrophes naturelles et aux plans de prévention, à partir de la semaine prochaine, à travers une large consultation à laquelle participeront des experts et des représentants de la société civile, soulignant la nécessité d'adopter le cadre Sendai, qui a changé de l'idée de gérer la catastrophe à l'idée de gérer le risque de catastrophe. Il a expliqué que la loi relative aux catastrophes naturelles et à leur gestion dans le cadre du développement durable édictée en 2004 n'a pas été mise en œuvre jusqu'à présent, faute de définition des responsabilités,

des objectifs et de la mise en œuvre et les délais. A cet égard, l'invité de la Chaîne I a déclaré que «la loi qui gère les risques majeurs publiée en 2004 identifie 10 risques majeurs, dont un comprend cinq risques liés aux changements climatiques, mais la loi n'a pas été appliquée, car elle ne précisait pas les responsabilités, et dans quel délai. Si les plans doivent être mis en œuvre, en plus de ne pas spécifier d'objectifs stratégiques qui est une qualité, pas une quantité. Il a souligné que les perturbations météorologiques sévères, qui ne sont que le résultat des changements climatiques mondiaux, «s'intensifieront à l'avenir et leur incidence augmentera, qu'il s'agisse d'inondations, d'incendies, de canicule

ou de froid, il est donc nécessaire de s'adapter à ce qui se passe maintenant et ce qui s'en vient avec des plans pratiques et stratégiques». En outre, concernant la quantité de pluie qui est tombée avant-hier et la nuit d'hier dans les différentes régions du pays, le représentant des risques majeurs a indiqué qu'«elle a atteint 50 mm dans certaines zones, ce qui est la quantité qui tombe habituellement sur un mois entier», notant que «les pertes n'étaient pas importantes», et il a souligné la nécessité d'une transition rapide de la «gestion de la catastrophe à la gestion du risque de catastrophe avec l'alerte précoce, prévision et prévention». Le Pr Abdelhamid Afra a ajouté qu'«Il existe une

LA QUESTION DU JOUR

Regain de crise en Libye

Suite de la page une

Une Libye à nouveau coupée en deux, une partie centrée sur Tobrouk, qui ne reconnaît plus le gouvernement Dbeibah, issu pourtant du dialogue interlibyen, et l'autre sur Tripoli, qui elle au contraire lui conserve tout son soutien. A trois mois seulement des élections devant tourner la page de la crise, le pays est repris par ses démons. Il retombe dans sa division politique et territoriale principale, on dirait de tout son poids et comme pour ne plus s'en relever. La preuve est du même coup faite que l'échec de la dernière réunion de Genève n'est pas le fruit du hasard, mais le résultat inévitable d'un désaccord profond préexistant. Autrement, il aurait été possible d'organiser une deuxième rencontre du Forum, et obtenir d'elle le résultat manqué par la première. Du moins sait-on maintenant en quoi consiste le véritable point d'achoppement. Il est dans le rejet du Haut Conseil d'Etat, l'instance législative créée par Tripoli pour faire pièce au Parlement de Tobrouk, dans la loi constitutionnelle qu'il a adoptée en vue des élections, de la candidature des militaires en activité tant à la présidentielle qu'aux législatives. Cette disposition vise bien évidemment à barrer la route au maréchal Khalifa Haftar, dont l'ambition présidentielle est bien connue. La riposte de Tobrouk ne s'est guère fait attendre, se traduisant par le retrait de la confiance au gouvernement de transition dirigée par Abdelhamid Dbeibah. Là-dessus le Conseil d'Etat lui renouvelle la sienne, lui par contre. La crise semble s'être corsée ; elle s'est en réalité simplifiée. On sait maintenant et avec précision où cela coince, alors que jusque-là on pouvait croire que les causes du blocage sont multiples, à la fois internes et externes. Il appartient à une personne, à une seule, de prolonger la crise au-delà de cette année, ou au contraire d'y mettre fin dans le délai convenu en abandonnant son ambition présidentielle.

M. H.

Thininene Khouchi

Céréaliculture

Les superficies irriguées en hausse

■ Les superficies dédiées à la céréaliculture utilisant l'irrigation d'appoint et complémentaire enregistrent annuellement, une hausse de 40 000 ha, au niveau national, selon l'Institut national des sols, de l'irrigation et du drainage (INSID).

Par Halim M.

En marge d'une journée de formation au profit des cadres du secteur de l'agriculture de la wilaya de Aïn Témouchent, le directeur général de l'INSID, Cherif Nekri a ainsi fait savoir que les superficies irriguées par le système d'appoint en céréaliculture enregistrent au niveau national une augmentation annuelle de 40 000 ha, dans le cadre de la stratégie adoptée dans la feuille de route du ministère de l'Agriculture et du

Développement rural pour atteindre une superficie de 500 000 ha de superficie dédiées à la céréaliculture irriguée à l'horizon 2024.

Les terres utilisant le système d'irrigation complémentaire dans les Hauts-Plateaux du nord et d'appoint aux wilayas du Sud donnent un rendement de 50 quintaux de céréales à l'hectare permettant de réaliser entre 25 et 30 millions de quintaux d'ici à 2024. Outre la production nationale des céréales qui dépend de la pluviométrie variant entre 40 et 45 millions de quintaux par an en cas de bonne saison agricole, le secteur peut atteindre un total de 70 millions de quintaux par an de céréales à l'horizon 2024 permettant de couvrir entre 70 et 80% des besoins du marché national, a-t-il affirmé.

Il est prévu l'intégration de plus de 18 000 agriculteurs dans le processus d'extension de la superficie céréalière irriguée avec le système complémentaire



et d'appoint à l'échelle nationale, compte tenu du soutien de l'Etat dans le domaine d'acquisition des équipements d'irrigation et de forage à un taux de 50%, a-t-il annoncé. La journée de formation a regroupé des chefs des subdivisions agricoles et des délégations communales, des

cadres de la Coopérative de céréales et de légumes secs et de représentants de la Chambre agricole de wilaya pour débattre du processus technique en irrigation d'appoint lié à la céréaliculture et fixer les niveaux d'utilisation des engrais suivant une approche adoptant la rationalisa-

tion de l'utilisation des eaux et des engrais. La rencontre visait à former les cadres du secteur dans ce domaine pour accompagner des agriculteurs et d'atteindre les objectifs escomptés dans la feuille de route élaborée par le ministère de tutelle.

H. M.

Céréales

Le blé en hausse dans un marché tendu

Les prix du blé étaient en hausse mercredi à la mi-journée sur le marché européen, dans un contexte mondial toujours tendu en dépit des bons chiffres d'exportation européens.

Sur Euronext, la tonne de blé tendre était en hausse de 2,75 euros sur l'échéance de décembre, à 247 euros et de 2,25 euros sur l'échéance de mars, à 242,75 euros, pour quelque 13 000 lots échangés.

La tonne de maïs était en hausse de 1,75 euro sur l'échéance de novembre, à 217,50 euros, et de 1,75 euro sur l'échéance de janvier, à 218,25 euros, pour quelque 215 lots échangés.

Sur la scène internationale, la Turquie a acheté 260.000 tonnes d'orge fourragère et le Japon un peu plus de 113 000 tonnes de blé meunier nord-américain.

Les Philippines ont lancé un appel d'offres pour l'achat de 224.000 tonnes de blé fourragère, et le Pakistan pour 640 000 tonnes de blé, alors que la Russie a remonté son estimation de récolte du blé de 200 000 tonnes, à 75,6 millions de tonnes, du fait des bons rendements en Sibérie.

Bruxelles a publié de nouveaux chiffres des échanges au niveau européen au 19 septembre, 6,5 millions de tonnes de blé avaient été exportées (contre 4,58 millions à date l'an dernier).

Les principaux pays exportateurs de blé sont la Roumanie, la Bulgarie et l'Allemagne, avec pour principales destinations la Corée du Sud, l'Egypte et l'Afrique du Sud.

Pour l'orge, les exportations européennes sont de 2,37 millions de tonnes (contre 2 millions à date l'an dernier). Les importations européennes de maïs diminuent, à 3,14 millions de tonnes contre 3,83 millions l'an dernier.

H. T.

Oran

Introduction de la culture «in vitro» dans la plantation des figuiers

Un agriculteur a introduit, pour la première fois à Oran, la culture «in vitro» dans la plantation de semis de figues à partir de tissus de la plante mère, permettant d'améliorer la production et le développement de cette variété d'arbres fruitiers, qui dépend toujours de techniques traditionnelles, a-t-on appris de l'initiateur de cette expérience. Cette nouvelle technique a été utilisée, en mars dernier, avec la plantation de 1 000 plants de «figue in vitro» sur une superficie de 2 ha au niveau du village côtier Cap Blanc (ouest d'Oran), connu pour ses figuiers, source de revenus pour de nom-

breux agriculteurs, a indiqué, à l'APS, l'agriculteur Mourad Belayachi.

Parmi les avantages des plants «in vitro», qui se développent dans un milieu écologique à l'intérieur de serres en plastique stérilisées, la résistance aux maladies et la croissance donnant rapidement ses fruits, selon la même source, qui a affirmé que cette technologie moderne de culture donne une production abondante.

La technique «figue in vitro» vise à développer cette variété de fruits de saison dans la région de Cap Blanc et à améliorer la qualité de production, contrairement

à l'ancienne méthode de plantation, qui consiste à utiliser des branches d'arbres, a fait savoir Belayachi.

Ce dernier compte agrandir la superficie de 18 autres hectares pour atteindre une superficie globale de 20 ha, dans le cas où les services concernés lui délivrent un permis de forage d'un puits, sachant que la croissance de ce type d'arbres nécessite une grande quantité d'eau.

A ce propos, l'agriculteur, qui fait montre d'un grand enthousiasme quant au développement de la culture de figuiers avec des méthodes modernes, a expliqué qu'avec le forage d'un puits, il

compte utiliser les méthodes les plus modernes dans l'irrigation, notamment la «nouvelle technique d'irrigation et de fertilisation localisée» adoptée par la station «Vitro plant Algérie» dans la production du raisin de table, à savoir la «technique Pergola», qui a donné des résultats positifs. A travers la technique «figue in vitro», il a réussi à introduire une nouvelle variété de figues connue sous le nom de zidi. A noter que les variétés produites depuis des décennies à Cap Blanc, sont le boufano* de gros calibre, cueille au mois de mai (récolte précoce), ainsi que horra et bakor.

B. L.

Energie

Le pétrole et le gaz répondront à plus de la moitié des besoins énergétiques mondiaux en 2045

Le pétrole et le gaz naturel continueront de répondre ensemble à plus de la moitié des besoins énergétiques mondiaux en 2045, a déclaré mardi à Dubaï, le secrétaire général de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), Mohammad Barkindo.

Faisant référence à la prochaine publication par l'Opep des Perspectives pétrolières mondiales 2021, le secrétaire général a noté que «le pétrole et le gaz naturel continueront de répondre ensemble à plus de la moitié des besoins énergétiques

mondiaux en 2045», a rapporté l'Organisation sur son site Web, précisant que le pétrole le pétrole représentera environ 28 %, suivi du gaz 24%. M. Barkindo qui s'exprimait lors de l'événement phare du gaz Gastech qui se déroule du 21 au 23 septembre courant, a abordé la transition énergétique, en soulignant le rôle vital du pétrole pour répondre à la demande croissante d'énergie, ajoutant que «des investissements prévisibles sont nécessaires pour répondre aux besoins mondiaux croissants». Il a également souligné

«la nécessité de lutter contre la pauvreté énergétique et de respecter les engagements mondiaux pour élargir l'accès à l'énergie». Le SG de l'Opep a, par ailleurs, mis en avant l'importance et l'opportunité du Gastech, notant que «la plateforme d'aujourd'hui offre l'occasion d'aborder les principaux problèmes et préoccupations liés à l'industrie, après une période difficile causée par la pandémie de la Covid-19». Cet événement s'est ouvert mardi sous le patronage du vice-président et Premier ministre des Emirats

arabes unis et souverain de Dubaï, Cheikh Mohammed Bin Rashid Al Maktoum. Une session, intitulée Gastech 2021 - Leading the net-zero agenda, a abordé un certain nombre de questions-clés concernant l'industrie de l'énergie, notamment les perspectives énergétiques, les fondamentaux du marché, le rôle du secteur privé dans l'énergie, les investissements, les perspectives de l'économie mondiale après Covid-19, ainsi que des sujets liés à la COP26 prévue du 31 octobre au 12 novembre à Glasgow, Royaume-Uni.

R. K.

Valorisation de la forêt

Le développement d'une industrie du bois préconisé par des experts

■ Les experts nationaux et internationaux participant à la Journée d'étude organisée mardi à Alger par le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), ont plaidé pour la valorisation de la forêt, le développement d'une industrie du bois qui doit être aussi une source d'énergie complémentaire.



Par Bilal L.

Dans ce cadre, le chargé d'étude et de synthèse au niveau du CNESE, Amar Leulmi, a appelé à bâtir une véritable industrie forestière (production bois, liège et plantes aromatique et médicinales et autres pro-

duits), en impliquant les centres de recherche.

Leulmi a préconisé également le lancement de nouvelles politiques forestières «territorialisées» et le développement des chaînes de valeur dans le domaine des forêts.

Le développement de l'écotourisme et des activités récréa-

tives, ainsi que le développement de la filière bois-énergie comme source alternative, figurent parmi les recommandations de l'expert du CNESE.

Pour sa part, l'expert en économie de l'environnement et conseiller à l'Agence allemande de coopération internationale pour le développement

(GIZ), Ludwig Liagre, a évoqué l'importance d'établir des conventions de partenariat avec les opérateurs privés, citant l'exemple du Costa Rica, qui a initié des contrats de cinq ans avec des privés pour la protection de la forêt avec des incitations pour le reboisement, l'agroforesterie et la régénération naturelle des forêts.

Selon M. Liagre, les responsables doivent favoriser le recours au financement local, notamment de la part d'investisseurs privés orientés vers le secteur forestier pour booster la productivité.

Quant à l'expert Supply-Chain, auditeur et conseil en gestion de risques, Jean Pierre Deutch, il a estimé que les partenariats publics-privés (PPP) pourrait contribuer à augmenter la productivité des forêts, surtout lorsqu'on développe des politiques d'incitation faisant de la forêt un investissement rentable.

De son côté, le président du CNESE, Rédha Tir, a préconisé le recours à une gestion plus moderne des opérateurs chargés de développer la filière bois ainsi que la nécessité de

les accompagner, tout en valorisant la créativité et le génie forestier au sein des start-up et des PME.

Et afin d'impliquer davantage les opérateurs privés, M. Tir a fait savoir que le CNESE va proposer de réviser le droit administratif, notamment dans le domaine des biens publics, "en visant la corr

rection et la modernisation des textes relatifs au domaine national" pour leur permettre un accès «flexible» à la gestion de ce foncier.

Le président du CNESE a appelé, en outre, à encourager les entreprises créatrices d'emploi et de richesse dans le domaine du transport forestier et de la gestion des loisirs et l'écotourisme.

A noter que des représentants de différents ministères directement concernés par cette problématique, de nombreux directeurs généraux et directeurs d'entreprises publiques et privées, ainsi que des chercheurs, enseignants et universitaires et des représentants de la société civile ont assisté à cette journée d'étude.

B. L.

Exportation

Les efforts de l'Algérie pour se déployer en Afrique soulignés par un journal congolais

Les efforts déployés par l'Algérie pour promouvoir les échanges commerciaux avec les pays africains afin d'augmenter la valeur des exportations et de les diversifier ont été soulignés dans un article publié récemment par le quotidien congolais *Les dépêches de Brazzaville*.

Intitulé «Algérie : l'Etat octroie des facilités pour exporter sur les marchés africains», cet article paru le 16 septembre courant, a mis en avant les projets engagés par le gouvernement algérien pour encourager les exportations hors hydrocarbures ainsi que les mesures de facilitation prises en faveur des opérateurs économiques visant les marchés africains.

Évoquant le Salon économique destiné au marché africain tenu dernièrement

dans la wilaya d'Adrar et qui a vu la participation plus de cinquante opérateurs, le quotidien a souligné que l'objectif des autorités algériennes reste celui de se déployer en Afrique et de booster les exportations vers le marché continental.

«Cette décision (déploiement) peut se justifier par le record de revenus d'exportations hors-hydrocarbures (trois milliards de dollars) en 2020», a mentionné le journal. Dans le cadre de ce déploiement, l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur et le Fonds spécial pour la promotion des exportations seront mis à contribution, a précisé également *Les dépêches de Brazzaville*, tout relevant que le transporteur algérien Logitrans qui bénéficiera de la transsaharienne Alger-Lagos de 400 km en cours d'achèvement

sera engagé à aider les exportateurs en vue d'atteindre leurs pays cibles en Afrique.

La publication congolaise a abordé dans le même article les atouts historiques et multiformes dont dispose l'Algérie pour se positionner sur le marché africain : «Dans les années 1960 et 1970, Alger était le berceau des révolutionnaires et des mouvements panafricains», a-t-elle rappelé, en citant notamment des leaders des mouvements de libération comme Nelson Mandela ou Che Guevara qui se rendaient à Alger pour bénéficier de soutiens idéologiques, logistiques et financiers, ainsi que de nombreux dirigeants africains ayant bénéficié de formations en Algérie. Parmi les autres chantiers structurels engagés par le gouvernement algé-

rien en Afrique subsaharienne, le journal a cité la création d'un forum d'affaires panafricain, le renforcement des agences publiques dédiées à l'accompagnement à l'export vers l'Afrique et la mise en place d'un système bancaire panafricain.

Il a également évoqué le futur port de Cherchell et de Djen Djen qui pourraient devenir, a-t-il écrit, des hubs pour les échanges avec l'Asie et le point d'entrée ou sortie de nombreuses marchandises avec l'Afrique, soit par voie maritime, soit par voie routière transsaharienne jusqu'à Lagos. En améliorant les corridors routiers et le fret aérien, il est possible, selon le quotidien congolais, de se procurer des produits à bas coût et de les rendre plus accessibles.

R. M.

Industrie

Conclusion d'un accord de coopération entre l'ANADE et le Groupe AGROLOG

L'euro restait stable hier face au dollar, les cambistes attendant le résultat de la réunion de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed).

Dans la matinée, l'euro grappillait 0,06 % à 1,1732 dollar pour un euro. La veille, la monnaie unique européenne avait touché un plus bas depuis près d'un mois, à 1,1700 dollar pour un

euro. Le marché des changes est immobile avant le début de la réunion du comité monétaire de la Fed aujourd'hui et dont le résultat sera partagé aujourd'hui après la fin des échanges européens.

Les investisseurs se demandent si la Fed partagera plus de détails sur un durcissement à venir de sa politique monétaire, à commencer par un ralentisse-

ment de son programme de rachats d'actifs.

Le billet vert évolue proche de son plus haut niveau depuis novembre 2020 et l'élection de Joe Biden, atteint le 20 août à 1,1664 dollar, le marché tablant sur une politique monétaire plus stricte aux Etats-Unis qu'en zone euro. Mais alors que l'économie et l'inflation ont été dopées par les plans de relance de l'adminis-

tration Biden, des mesures partiellement achevées, «un ralentissement de l'économie et une baisse de l'inflation pourraient mettre un terme aux spéculations d'une hausse des taux rapides», prévient un analyste.

La question centrale aujourd'hui, étant donné la situation en Chine, sera de savoir si la Fed adopte une position moins stricte pour se donner du temps et

voir comment la situation évolue, estiment d'autres analystes.

Le marché est secoué par la situation du promoteur immobilier chinois Evergrande, géant au bord de la faillite, dont la situation a été comparée à celle de Lehman Brothers en 2008, quand l'effondrement du poids lourd de Wall Street avait déclenché une crise internationale.

Y. L.

Rentrée scolaire à Béjaïa

Plus de 223 000 élèves au rendez-vous

■ Quelques 223 364 élèves issus des trois paliers de l'Education nationale ont rejoint les bancs des écoles dans la wilaya de Béjaïa. Le coup d'envoi de la rentrée scolaire a été donné par le wali en compagnie du président de l'APW et des autorités locales à partir du CEM Nouredine Ibn Khoudja de Sidi Ali Lebhar au chef-lieu de wilaya.

Par Hocine Cherfa

«**T**ous les moyens matériels, humains et pédagogiques ont été mobilisés afin de garantir une bonne rentrée scolaire sur le plan pédagogique et le rende-

Aïn Defla Le secteur de l'éducation renforcé par de nouvelles infrastructures

Le secteur de l'éducation dans la wilaya de Aïn Defla a été renforcé par la réception de nouvelles infrastructures scolaires relevant des trois paliers de l'Education à l'occasion de la rentrée 2021/2022, a-t-on appris mardi du directeur local du secteur.

Il s'agit, notamment de la réception d'un nouveau lycée à El Attaf et d'une infrastructure similaire dans la commune de Aïn Lechaikh auxquels s'ajoutent un CEM à Aïn Bouyahia, a indiqué à l'APS, Meziane Mourad en marge du coup d'envoi de la nouvelle rentrée scolaire donné à partir de l'école primaire des frères Khelaldi du chef-lieu de wilaya.

S'agissant du cycle primaire, le même responsable a fait état de la réception de deux groupes scolaires à Khemis Miliana ainsi que 20 classes d'extension à travers plusieurs établissements primaires de la wilaya.

«Toutes ces structures contribuent à l'amélioration des conditions de scolarisation, notamment l'atténuation de la surcharge des classes enregistrée ces dernières années dans certains établissements, dans les trois paliers, a-t-il fait remarquer».

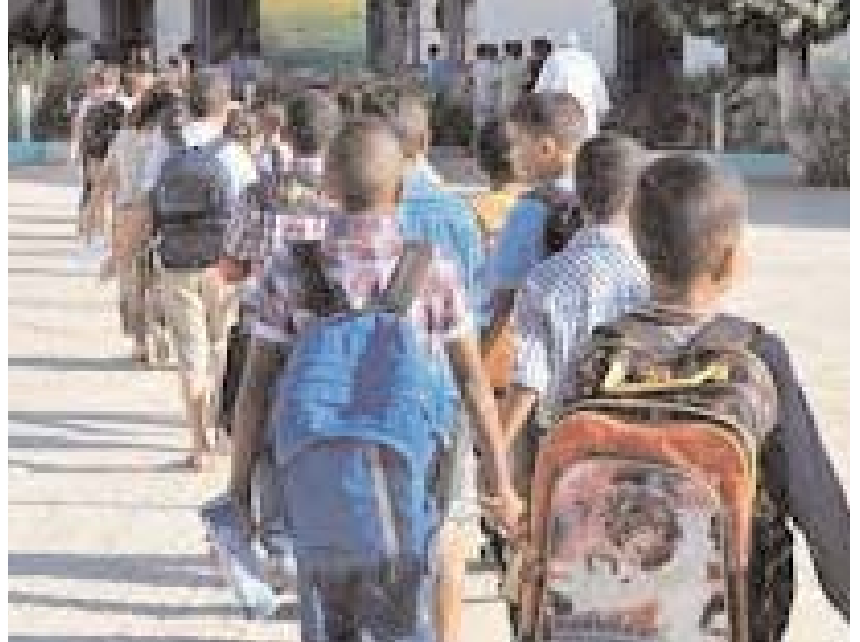
Il a également fait savoir que 445 bus scolaires ont été distribués pour la prise en charge de la question de l'éloignement des établissements des élèves dans les zones enclavées.

Au sujet du volet solidarité, le directeur a fait état de la distribution de 4 000 cartables au profit des élèves issus des couches défavorisées de la société, signalant par la même occasion que la prime de scolarité d'un montant de 5 000 DA sera versée aux 73 000 élèves à travers la wilaya avant la fin de la semaine en cours.

Au total, 57 509 élèves dont 24573 nouveaux (inscrits en première année primaire) ont rejoint les bancs des différents établissements scolaires, tous paliers confondus, dans le respect du protocole sanitaire et du système d'enseignement par groupes imposé par la conjoncture sanitaire actuelle.

T. A.

ment scolaire», a-t-on souligné avant-hier. Parmi les 223 364 élèves inscrits cette année, il y a 121 177 dans le cycle primaire, 70873 dans le cycle moyen et 30514 dans le secondaire. Il est utile de rappeler que 14 035 enseignants devraient encadrer les élèves des trois paliers, dont 5 761 dans le primaire, 5 014 dans le moyen et 3 260 dans le palier secondaire. Les 223 364 élèves sont répartis sur 789 établissements scolaires dont 565 primaires, 160 CEM et 64 Lycées. Pas moins de 787 directeurs veillent sur la gestion de ces établissements scolaires. Par ailleurs, le Lycée de Sidi Boudrahem sera opérationnel cette année et la demi-pension du Lycée de Sidi Ali Lebhar sera mise en service à la faveur de cette nouvelle année scolaire. Notons que la première journée d'hier a été marquée par un cours sur les catastrophes naturelles, les moyens et d'y faire face et le travail de solidarité qu'il faut mener pour dépasser les moments difficiles et les conséquences pouvant être générées par les sinistres. Selon la cellule de communication, «la wilaya a mobilisé les moyens nécessaires afin de restaurer les établissements scolaires qui ont été endommagés par les incendies du mois dernier à Toudja, Kendira et Béjaïa». Pour rappel,



un conseil de wilaya a été tenu la semaine dernière et il a été dédié à la rentrée scolaire. La réunion a été présidée par le wali et a regroupé l'ensemble des chefs de daïra et les directeurs de wilaya. «L'objectif de cette rencontre qui a été consacrée au dossier de la rentrée

scolaire dans tous ces aspects est de mettre tous les atouts à même de pouvoir réussir cet événement avec une mobilisation extrême en termes de moyens et de préparatifs», avait souligné la cellule de communication de la wilaya. Il s'agissait aussi, selon la même source,

«d'effectuer un travail de coordination avec les différents secteurs et le suivi sur le terrain de l'ensemble des chantiers où se déroulent les travaux de réalisation des structures scolaires, des opérations d'équipements des salles de classe et des cantines scolaires, etc.»

H. C.

MOSTAGANEM :

97% des écoles dotées de cantines scolaires

A Mostaganem après quatre mois de préparation l'année scolaire 2021/2022 est ouverte. En présence de Aïssa Boulahya et des autorités civiles et militaires, le coup d'envoi a été donné pour les 236 000 élèves scolarisés de la wilaya. En effet, c'est au niveau du collège d'enseignement moyen dans la commune de Mazagan que l'année scolaire officielle a été lancée. Une exhaustive présentation a été faite par Mme Hassiba Sermoum directrice de l'éducation de la wilaya. Une présentation à travers laquelle on renseigne sur les moyens extraordinaires qui ont été mis au profit du

secteur afin de garantir une année stable et sécurisée dans un contexte de pandémie du coronavirus. Selon les déclarations de la directrice, le secteur est prêt à entamer cette année dans les meilleures conditions. Cette rentrée scolaire a vu l'inauguration de trois écoles primaires, deux CEM et un lycée tous équipés en moyens pédagogiques et autres. Pour ce qui est de l'encadrement il est renforcé à travers la présentation que le secteur se suffit largement puisque le secondaire engage 18513 PES, le moyen 78145 PEM le primaire 119 248 enseignants et l'école préparatoire se dote de 9 629

enseignants. Afin d'affronter l'année en matière de gaz propane, le wali informe que 398 établissements primaires ont été dotés en citernes pour assurer des repas chauds aux élèves et les protéger des rudiments de l'hiver. Ces équipements auraient coûté 14.000 000 DA du budget de wilaya. 97% établissements à travers la wilaya bénéficieront cette année de repas chauds et cela grâce à des efforts colossaux entrepris par la wilaya. 79% des virements de la prime de scolarité allouée aux familles nécessiteuses ont été effectués à ce jour et l'opération se poursuit dans des conditions optimales. Pour le trousseau

scolaire, la wilaya a pris en charge la dotation réservée aux élèves issus des familles nécessiteuses. Il reste évident que les mesures de prévention contre la propagation de la pandémie ont été observées et elles ont été l'une des préoccupations majeures durant les préparatifs de la rentrée scolaire. Pour ce qui est de la vaccination, on informe que 14 676 fonctionnaires du secteur ont déjà été vaccinés et l'opération se poursuit avec la même organisation. Le secteur de l'éducation peut cependant entamer l'année scolaire 2021/2022 dans des conditions optimales.

Lotfi Abdelmadjid

Rentrée scolaire à Tizi Ouzou

La reprise a été agréable dans l'école d'Ikheldjène

Dans la wilaya de Tizi Ouzou, plus de 244 000 élèves ont repris le chemin de l'école pour l'année scolaire 2021/2022. Et le coup d'envoi officiel a été donné depuis le nouveau lycée d'Azeffoune en présence des autorités.

Au titre de nouvelles structures, les responsables de la direction locale de l'éducation ont annoncé, à l'occasion, la

mise en service de deux lycées, deux collèges, une vingtaine de salles de cours, des cantines et des unités de dépiégeage et de soins. Des perturbations ont été enregistrées dans certaines localités, notamment dans la commune de Timizart (25 km au Nord-Est de Tizi Ouzou) où les parents des élèves de l'école primaire du village Abizar ont décidé de reporter la rentrée des

classes jusqu'à l'ouverture de la cantine scolaire. L'entame de l'année scolaire 2021/2022 à Tizi Ouzou, a été marquée par la rentrée des classes au village d'Ikheldjène de la Larba Nath Irathen (27 km au Sud-Est de Tizi Ouzou), durement touché par les incendies d'août dernier en enregistrant 20 morts et une trentaine de blessés parmi les villageois.

L'école du village a été retapée et décorée au bonheur des enfants qui la fréquentent.

Les classes recevant les enfants des hameaux d'Ikheldjène étaient flambant neuves, offrant ainsi un décor agréable, permettant un tant soit peu de surmonter les traumatismes causés par les incendies meurtriers de l'été dernier.

Hamid. M.

La «mère des batailles», une étape phare de la guerre de Libération

■ La bataille d'El Djorf, déclenchée le 22 septembre 1955 sur la montagne éponyme à Tébessa, et ayant duré huit jours, demeure l'une des plus grandes et plus importantes batailles signée par de glorieux chouchada et de vaillants moudjahidine engagés sur la voie du recouvrement de la souveraineté nationale et de l'indépendance.



Par Reda A.

Surnommée par les chercheurs en histoire et les moudjahidine de «mère des batailles», la bataille d'El Djorf à laquelle avaient pris part d'importants dirigeants révolutionnaires comme Bachir Chihani, Abbas Laghrour, Adjel Adjoul, Cheriet Lazhar, El Ouardi Guetal, Ferhi Saï, Omar Boukassi, Zine Abbad, Mohamed Benadjroud, Ammar Brik, Laïd Saï, constitue une étape phare de la guerre de libé-

ration.

Le défunt moudjahid Mohamed Hacène dit Hama (1934-2020) a relevé, dans une autobiographie parue dernièrement, que la bataille d'El Djorf «a constitué un tournant important dans l'histoire de la Révolution algérienne», car reflétant les efforts déployés par son dirigeant Chihani Bachir, dans l'organisation de l'action révolutionnaire dans la région des Aurès-Nememcha, (la Zone militaire I).

Dans la même autobiographie, écrite par le Pr Tarik Aziz Ferhani, feu Mohamed Hacène

soulignait que la bataille d'El Djorf était venue couronner les efforts collectifs déployés par plusieurs dirigeants, moudjahidine et volontaires depuis les premiers mois de la Révolution.

Et d'ajouter : «La victoire remportée à cette époque a permis aux révolutionnaires d'identifier les faiblesses de l'ennemi et les méthodes adoptées pour combattre les moudjahidine».

Dans ce document certains détails, qui n'ont pas été évoqués auparavant sur la bataille, ont été mis en avant, notamment la stratégie adoptée par les diri-

geants de cette épopée, le découpage de la région en petites zones, la répartition des moudjahidine et les chefs dirigeants en groupes ainsi que les affrontements qui ont eu lieu avec l'ennemi.

En dépit du relief ardu de Djebel El Djorf, une montagne rocheuse qui s'étire sur 3 km entre deux grottes, dans une zone vulnérable aux raids aériens, les moudjahidine ont réussi, à l'aube du 22 septembre 1955, à infliger à l'ennemi de lourds dégâts et d'immenses pertes, souligne-t-on encore.

Au bout de huit jours de lutte, la bataille s'est terminée par la victoire des moudjahidine qui ont infligé de lourdes pertes à l'ennemi tuant entre 600 et 700 soldats français et endommageant plusieurs engins militaires.

Dans cette bataille, 170 moudjahidine de l'Armée de libération nationale (ALN) sont tombés au champ d'honneur.

La bataille d'El Djorf a contribué à l'internationalisation de la question algérienne

Le professeur en histoire à l'université Larbi Tebessi, Farid Nacerallah, a estimé que la wilaya frontalière de Tébessa revêtait une grande importance pour les moudjahidine et les dirigeants de la Révolution tout en étant au centre d'attention du colonisateur français du fait d'avoir abrité plusieurs autres batailles importantes, dont Oum Lekmakem et Djebel Labiodh et présenté sur l'autel de la liberté des centaines de martyrs parmi ses meilleurs enfants.

«La mère des batailles» a contribué à l'internationalisation de la cause algérienne et à hâter également l'inscription de cette cause à l'ordre du jour de la session ordinaire de l'Assemblée générale des nations-unies, renseignant notamment qu'en dépit d'un déséquilibre de forces, entre la

France coloniale et le peuple algérien, les moudjahidine ont affronté l'ennemi d'égal à égal et ont triomphé.

Pour l'universitaire, à l'issue de cette épopée révolutionnaire, la France a réalisé que le peuple algérien était disposé à faire des sacrifices et était déterminé à arracher la liberté et l'indépendance.

«Ce haut fait d'arme a été le début d'une série de victoires à travers le pays», a souligné le professeur en histoire.

Le Pr. Nasrallah a réitéré son appel à s'intéresser davantage à l'histoire révolutionnaire de la wilaya de Tébessa pour mettre en avant le rôle de la région dans la guerre de Libération, relevant l'importance de préserver la mémoire de la bataille d'El Djorf et lui dédier un musée qui permettra aux chercheurs de connaître l'histoire de cette époque. La wilaya de Tébessa commémorera mercredi prochain le 66e anniversaire de la bataille de Djebel El Djorf avec l'organisation de plusieurs activités dont des conférences et un hommage à la famille du défunt moudjahid Mohamed Hacène, alias Hama.

S. K.

R. A.

Lors d'une rencontre-hommage

Les qualités du défunt historien Djamel Guennane saluées

Les participants à une rencontre à l'occasion du 40e jours de la disparition du défunt Djamel Guennane ont salué les qualités de ce moudjahid et historien, l'un des pionniers de l'école historique en Algérie.

Lors de cette rencontre-hommage organisée par le Musée national du moudjahid, les intervenants ont salué les qualités du défunt et ses efforts scientifiques, rappelant les étapes les plus importantes ayant jalonné sa vie.

Le défunt a rejoint tôt les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN), contribué à asseoir les fondements de l'éco-

le historique algérienne et formé des centaines d'enseignants, en plus de ses efforts dans l'arabisation des sciences humaines.

Dans ce cadre, le représentant du ministère des Moudjahidine et des Ayants droit, Mohamed Yahiaoui, a indiqué dans son témoignage que le défunt, Docteur Djamel Guennane, «était un moudjahid et un grand militant ayant allié le fusil et la plume, d'autant qu'il a rejoint les rangs de l'ALN, contribué à l'édification du jeune Etat après l'indépendance et s'était consacré à la recherche scientifique en Histoire, tout en dévouant sa vie à jeter les fondements de l'école historique algé-

rienne».

De son côté, le président du Haut conseil de la langue arabe (HCLA), Salah Belaid, a évoqué les étapes du parcours du défunt qui est considéré, a-t-il dit, comme une personnalité nationale de lutte et un chercheur académicien connu pour ses positions, relevant «la richesse» de la production scientifique du défunt et son effort académique.

Né en 1936 dans la commune de Guenzat (wilaya de Sétif), le défunt avait rejoint les rangs du Mouvement national à travers le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD). Une année après le déclenchement de la Révolution

de libération, il s'était rendu en Tunisie où il s'est lancé dans un travail politique de mobilisation avant de se voir confier plusieurs tâches, notamment la supervision des contacts et de la communauté algérienne, ainsi que le transfert d'armes de la base orientale vers les wilayas lointaines, en particulier la wilaya historique III.

En 1956, les dirigeants du Front de libération nationale (FLN) ont décidé de l'envoyer au Caire, où il a poursuivi ses études supérieures et obtenu une licence avant de s'inscrire à l'Université de Sorbonne pour préparer son doctorat.

S. K.

R. A.

Bataille de Sidi Brahim

Occasion pour mettre en exergue la place de l'Emir Abdelkader

Le représentant du ministre des Moudjahidine et Ayants droit, Abdelhafidh Khellaf a souligné, mardi, que la commémoration du 176e anniversaire de la bataille de Sidi Brahim dans la commune de Souahlia (Tlemcen) constituait une occasion pour mettre en exergue la place de l'Emir Abdelkader dans la mémoire nationale.

Dans une déclaration à la presse au deuxième jour de sa

visite à Tlemcen pour commémorer l'anniversaire de la bataille de Sidi Brahim menée par l'Emir Abdelkader qui avait eu lieu du 23 au 25 septembre 1845, M. Khellaf a déclaré que cet anniversaire est une occasion pour mettre en exergue le génie de l'Emir Abdelkader, sa philosophie dans la gestion politique, militaire et diplomatique durant 17 ans de lutte contre l'occupant français et sa dimension spirituelle, nationaliste et

humaine.

Le représentant du ministre des Moudjahidine et Ayants droit a présidé, mardi en compagnie des autorités de wilaya, la cérémonie de la rentrée scolaire au lycée Rebaï Fatima de la commune de Tlemcen, ainsi que le coup d'envoi d'une caravane touristique historique intitulée «Emir Abdelkader» du siège de la wilaya vers les sites archéologiques des communes de Ain Ghoraba, Mansourah,

Beni Bahdel et Sebdu.

Au cimetière de chouchada de la commune de Hennaya, il a inspecté le projet de réaménagement du carré de 210 tombes de martyrs restauré par l'association de wilaya de préservation et de promotion du patrimoine historique de la guerre de Libération nationale et a rendu visite aux moudjahids Othmani Mehdi et Chekroun Bouziane à Ghzaouet.

Dans la commune de

Souahlia, il a visité le mausolée de Sidi Brahim commémorant la bataille de l'Emir Abdelkader à l'occasion de la dénomination du nouveau CEM au nom du chahid Drici Yahia et du stade communal au nom du moudjahid défunt Colonel Abbès et la mise en service du stade communal du village de Sidi Brahim et s'est rendu au centre de torture de Begauouene remontant à l'époque coloniale.

Y. M.



Afghanistan

Les taliban laissent les collégiennes et lycéennes revenir en cours

■ Les collégiennes et lycéennes afghanes retourneront en cours «aussi vite que possible», ont assuré mardi les taliban dont l'annonce récente d'une série de restrictions envers les femmes avait fait craindre qu'ils n'interdisent à nouveau aux jeunes filles d'étudier.

Par Mourad M.

Le nouveau régime afghan a par ailleurs achevé la formation de son gouvernement, qui ne comprend aucune femme ministre ni ministère des Femmes, a annoncé Zabihullah Mujahid, porte-parole du régime des taliban, revenus au pouvoir il y a un peu plus d'un mois.

L'annonce du retour des jeunes filles dans les collèges et lycées confirme, après celui dans les universités privées, l'évolution affichée par les taliban depuis leur premier règne de 1996-2001, lorsqu'ils leur interdisaient toute éducation et tout travail hors du foyer.

Les cours dans les écoles afghanes avaient été interrompus à la mi-août après le retour au pouvoir des taliban, à la faveur du retrait américain et de l'effondrement du gouvernement pro-occidental. Ils ont déjà repris pour les garçons et les filles dans le primaire.

Les taliban avaient indiqué samedi autoriser la rentrée des garçons dans les collèges et lycées, sans l'annoncer pour les filles et les femmes professeurs, provoquant un vent d'inquiétude au sein des familles éduquées comme à l'étranger, l'ONU en tête.

«Nous finalisons les choses. Cela arrivera aussi vite que possible», a affirmé M. Mujahid lors d'une conférence de presse à Kaboul à propos du retour en cours des collégiennes et lycéennes, ajoutant que le gouvernement souhaitait offrir un «environnement éducatif sûr» aux filles avant leur retour en classe.

Mais nombre d'Afghanes continuent de douter de la volonté réelle des islamistes de leur accorder des libertés. «C'était déjà comme ça la dernière fois (entre 1996 et 2001, Ndlr). Ils n'avaient cessé de dire qu'ils nous autoriseraient à retourner travailler, mais ça n'est jamais arrivé», avait indiqué, lundi à l'AFP, une professeure.

Le porte-parole du régime a par ailleurs annoncé que les taliban avaient complété la formation de leur gouvernement, faisant entrer quelques membres d'autres communautés, conformément à leur engagement initial d'avoir un cabinet ouvert à la diversité. Le nouveau ministre délégué à la Santé est un membre de la communauté Hazara, minorité chiite persécutée par les taliban dans les années 1990, et celui du Commerce, un marchand originaire du Panchir, province d'ethnie tadjike historiquement hostile aux taliban.

Après l'annonce le 7 septembre de la première partie du gouvernement, largement tristé par des responsables historiques du mouvement dans les années 1990, des pachtounes originaires pour beaucoup du sud et de l'est du pays, les taliban avaient été épinglés par les Occidentaux pour leur manque de diversité.

L'absence de femme au gouvernement, également critiquée, a été confirmée mardi par Mujahid, tout comme celle d'un ministère des Femmes.

Dans un autre signe de raidissement, le nouveau régime avait la semaine dernière installé le ministère de la Promotion de la vertu et de la Prévention du vice, craint pour son fondamentalisme durant le premier règne taliban, à la place de l'ancien ministère des Affaires féminines.

Au niveau économique, le pays, largement tributaire de l'aide internationale depuis 20 ans, vit depuis un mois en partie à l'arrêt, subissant la fuite de dizaines de milliers d'Afghans parmi les plus riches et éduqués, le gel des avoirs internationaux et une inflation galopante. Le tout nourrit une sévère crise économique, qui force nombre d'Afghans à se démener chaque jour pour trouver de quoi survivre. Un mois après le changement de régime, de nombreux fonctionnaires se plaignent de ne pas avoir reçu de salaire depuis au moins deux mois.

M. Mujahid s'est efforcé de les rassurer en annonçant que les



Ph. > D. R.

taliban avaient assez d'argent pour payer leurs salaires, même s'il a aussitôt ajouté que le gouvernement avait «besoin de temps» pour le distribuer à tous, sans précision sur le délai.

A New York, avant l'assemblée générale des Nations unies, le Pakistan a appelé la communauté internationale à débloquer les milliards de dollars d'actifs afghans gelés depuis le retour des taliban au pouvoir, sans espérer une reconnaissance rapide du régime islamiste.

Les taliban ont également depuis leur arrivée largement limité l'accès des femmes au monde du travail, leur disant de rester chez elles «pour leur sécurité» et jusqu'à ce qu'ils puissent organiser la séparation entre

hommes et femmes également sur les lieux de travail.

Dimanche, le nouveau maire de Kaboul avait annoncé que dans sa municipalité, les emplois des femmes seraient désormais occupés par des hommes.

Après l'invasion occidentale et la chute des taliban première version à la fin 2001, les femmes ont acquis nombre de droits, devenant parlementaires, juges, pilotes, policières... principalement dans les grandes villes.

Des centaines de milliers d'entre elles sont ainsi entrées dans le monde du travail, une question de survie pour celles que des décennies de guerre ont laissées veuves ou en charge d'un mari handicapé.

M. M.



Commentaire

Contrat

Par Fouzia Mahmoudi

Pour les détracteurs de l'Union Européenne la crise des " sous-marins «impliquant Paris, Canberra, Londres et Washington est du pain béni. Une preuve de plus de l'inutilité des institutions européennes qui n'ont que très timidement soutenu Paris ou pris de mesures concrètes à l'égard des Américains qui ont «volé» le contrat du siècle d'une valeur de 90 millions de dollars au nez et à la barbe des Français. Ces derniers sont ainsi apparus bien seuls, isolés, plus encore que les anglais, qui eux, malgré le Brexit se retrouvent impliqués dans le nouveau contrat liant l'Australie aux États-Unis. Et après plus d'une semaine les Allemands, pourtant censés être mes premiers alliés des français, se décident à défendre leurs partenaires de l'UE. Le comportement des États-Unis dans l'affaire des sous-marins qui l'oppose à la France est " irritant et décevant", a déclaré mardi le ministre allemand des Affaires étrangères, Heiko Maas en marge de l'Assemblée générale de l'ONU. «Je peux comprendre la colère de nos amis français», «ce qui a été décidé - et la manière dont cela a été décidé - est irritant et décevant, pas seulement pour la France», a-t-il dit à des journalistes à New York. «Ce que nous voyons rend les choses beaucoup plus compliquées et je crois que ça va le demeurer un moment», a-t-il ajouté. «Je ne me suis jamais fait d'illusions sur le fait que nous n'aurions plus de problèmes avec le nouveau président américain», a expliqué Heiko Maas. «Nous devons réfléchir en Europe au moyen de renforcer la souveraineté européenne. C'est à nous finalement qu'il appartient de le faire ou pas», a-t-il affirmé. Des paroles qui ne risquent pas de consoler les Français qui ne semblent pas savoir comment réagir face à la situation. Mis à part rappeler leurs ambassadeurs de Washington et Canberra, aucune action concrète n'a été prise pour protester contre le «coup de poignard» de la Maison-Blanche. Surtout que les alliés européens, eux semblent surtout vouloir ménager le puissant allié américain. Au final les antieuropéistes français qui affirment qu'appartenir à l'UE ne fait que priver la France de sa souveraineté sans lui apporter quoique ce soit en retour ne sont plus très loin de la réalité et Paris devra visiblement gérer cette crise seul.

F. M.

Australie

Un séisme rare sème la panique à Melbourne

Un séisme de magnitude 5,9 a frappé hier, sans faire de victimes, le Sud-Est de l'Australie, faisant trembler les immeubles de Melbourne et sortir en courant des habitants paniqués, dans une région peu habituée aux tremblements de terre.

Le séisme, qui s'est produit à une dizaine de kilomètres de profondeur seulement, a surpris les habitants de la deuxième ville d'Australie à 09h00 (23h00 GMT) et a été ressenti à des centaines de kilomètres à la ronde.

L'Institut d'études géologiques des États-Unis (USGS) a évalué la magnitude à 5,9.

Alors que Melbourne, dans sa huitième semaine de confinement pour lutter contre la Covid-19, se préparait à une troisième journée de violentes manifestations anti-vaccins, la plupart des habitants étaient chez eux au moment où la terre a tremblé.

Le Premier ministre Scott Morrison, réagissant depuis New York, a insisté sur le fait qu'il n'y avait pas de victimes ou de

dégâts importants.

Il a néanmoins concédé le côté "très perturbant" du séisme pour la population, dans une zone peu habitée aux secourus comme l'Australie.

Les services de secours de l'État de Victoria, dont Melbourne est la capitale, ont dit avoir reçu une centaine d'appels à l'aide «en grande partie pour des dommages structurels mineurs au niveau des cheminées et des façades des bâtiments». Certains ont été passés depuis Dubbo, à environ 700 kilomètres de l'épicentre.

Des scènes d'habitants paniqués sortant des maisons ont envahi les réseaux sociaux.

A Melbourne, Zume Phim, 33 ans, propriétaire du café Oppen, s'est précipité dans la rue lors de la secousse.

«Tout le bâtiment tremblait. Toutes les fenêtres, le verre tremblaient, comme une vague de tremblements», a-t-il déclaré à l'AFP. «Je n'avais jamais vécu ça. C'était un peu effrayant».

Dans un quartier commerçant

du centre-ville, des morceaux de béton jonchaient la rue.

«Nous avons eu la chance que personne ne se trouve dans le restaurant à ce moment-là», s'est félicité sur Facebook un établissement aux abords tapissés de briques et de gravats.

«C'était assez violent mais tout le monde était un peu sous le choc», a déclaré à l'AFP, Parker Mayo, 30 ans, un employé de café. «J'étais assis au travail à mon bureau, Il m'a fallu un certain temps pour comprendre ce que c'était», a dit à la télévision publique ABC Mark Holcombe, maire de Mansfield, petite ville située près de l'épicentre du séisme.

Les séismes de grande ampleur sont inhabituels en Australie. Celui-ci a été suivi de six répliques avec des magnitudes allant de 2,5 à 4,1, selon Geoscience Australia.

Il s'agit du plus gros séisme dans le Sud-Est du pays depuis des années, a déclaré à l'AFP, Mike Sandiford, géologue à l'Université de Melbourne.



USM Alger

Achiou défend ses choix

Le directeur sportif de l'USM Alger, Hocine Achiou a défendu ses choix, particulièrement en ce qui concerne le recrutement et la prolongation de joueurs trentenaires qui ont suscité la désapprobation de certains supporters. Ces derniers avaient espéré, en effet, que le nouveau DS du club ramène essentiellement des espoirs prometteurs qui pourraient rendre service à l'USMA pendant une bonne dizaine d'années, mais Achiou a finalement préféré faire confiance à des trentenaires, notamment le meneur de jeu Abdelkrim Zouari (33 ans), l'attaquant Brahim Chenihi (32 ans) et surtout, le gardien Mohamed-Lamine Zemmamouche, qui a rempli pour deux ans, alors qu'il fêtera ses 37 ans au mois de mars prochain. Des choix fortement critiqués par une frange de supporters, désireux de sang neuf, mais Achiou dit "avoir pris la bonne décision". "L'âge n'a pas vraiment d'importance, surtout

lorsqu'il s'agit de joueurs sérieux, qui ont une bonne hygiène de vie. Et puis, il n'est pas dans ma philosophie de libérer un joueur sans avoir trouvé meilleur que lui. Il faut également garder à l'esprit le fait que les anciens joueurs forment l'ossature de l'équipe, et que c'est à travers eux que les jeunes s'imprègnent des valeurs du club. Donc, pour tout ça, je me réjouis d'avoir quelques éléments expérimentés au sein de notre équipe", a-t-il commencé par expliquer dans une déclaration au site officiel du club. "Certes, pendant la saison écoulée, certains éléments n'ont pas eu le rendement escompté, mais cela ne veut pas forcément dire qu'ils ne sont pas bons, ou qu'ils ne conviennent plus à l'USMA. Leur problème était peut-être dû à une blessure, au manque de préparation ou un passage à vide, pour lequel ils ne méritaient pas qu'on les condamne de manière définitive", a-t-il expliqué.

ES Sétif

Ali Larbi Mohamed signe pour quatre saisons

L'ES Sétif, vice-champion d'Algérie de football, a annoncé mardi le recrutement du latéral droit Ali Larbi Mohamed en provenance de l'ASM Oran (Ligue 2). Le joueur de 25 ans a signé un contrat de quatre saisons, soit jusqu'en 2025, a indiqué l'ESS sur sa page Facebook.

Par ailleurs, le club sétifien a annoncé qu'Hichem Bouaoud, qui occupait jusque-là le poste de manager général, a été désigné en tant que directeur sportif.

Il a aussi installé dans leurs nouvelles fonctions les staffs techniques des différentes catégories, dont celui des réserves qui sera dirigé par l'ancien joueur du club, Réda Bendris en compagnie de Mustapha Mehdaoui.

A rappeler que l'ESS reste sur une qualification miraculeuse au 2e tour préliminaire de la Ligue des champions, après s'être défait des Gambiens de FC Fortune aux tirs au but 5-4 (3-0 au retour, 0-3 à l'aller).

MC Oran

15 joueurs engagés et le recrutement pas encore clos

Le MC Oran, qui a connu cet été un départ massif de ses joueurs avoisinant la vingtaine, est sur le point de clôturer son opération de recrutement après avoir engagé jusque-là pas moins de 15 recrues, a-t-on appris mardi de la direction de ce club de Ligue 1 de football. Tous les compartiments ont été concernés par l'opération de recrutement marquée par un amalgame de joueurs chevronnés et moins connus sur la scène footballistique nationale, a souligné la même source. Dans les bois, trois gardiens de but sont venus remplacer trois autres partis. Il s'agit de Soufi (ex-WA Tlemcen), Della Krachai (ASM Oran) et Hamdad (JS Kabylie). Ces arrivées compensent les départs de Litim, Toulal et Khaldi. En défense, le MCO a enregistré l'arrivée des latéraux Allati (MC Alger), Berrached (SKAF Khemis), et Khadir (USM Bel-Abbès), ainsi que le défenseur central Khali (CR Belouizdad). Le milieu de terrain a connu lui aussi du renfort avec l'arrivée des deux ex-joueurs du RC Relizane, Koukhir et Chadli, ainsi que Talha (MC Saïda). Mais le gros du recrutement a été effectué au niveau du secteur

offensif avec l'arrivée de Dehar et Djaabout (AS Ain M'ilia), Yadadene (HB Chelghoum Laïd), Belmokhtar (USM Bel-Abbès), et Belaribi (WA Tlemcen). L'ancien meneur de jeu du MCO, Zakaria Mansouri, qui évoluait au CS Sfax (Tunisie), pourrait à son tour faire son come-back au club phare de la capitale de l'ouest du pays pour lequel il a joué lors de l'avant-précédent exercice, a-t-on fait savoir de même source. Par ailleurs, le nouvel entraîneur des Hamraoua, Azeddine Aït Djoudi, qui a prévu de lancer, hier lundi, les préparatifs de la nouvelle saison, a dû décaler la reprise à hier, a-t-on encore informé.

Natation

Oussama Sahnounne intègre le club de Francfort

Le nageur algérien Oussama Sahnounne vient de s'engager avec la formation allemande de Francfort, sous la conduite de l'entraîneur Dirk Lange, en prévision des Jeux olympiques de Paris-2024, a annoncé le concerné sur sa page officielle Facebook, mardi.

«J'ai l'immense plaisir de vous annoncer que je vais préparer les Jeux olympiques de Paris en Allemagne. Je viens en effet d'intégrer le club de Francfort, sous la tutelle du coach Dirk Lange», a écrit Oussama Sahnounne dans un message posté

sur sa page sur les réseaux sociaux. Agé de 29 ans, le natif de Constantine, spécialiste du 50 et 100 m nage libre, rejoint le club allemand en provenance du Cercle des nageurs de Marseille (France) où il a évolué durant plusieurs années. Attendu au tournant lors des Jeux olympiques de Tokyo-2020, décalés à l'été 2021, le nageur algérien a été l'une des déceptions algériennes de ce grand rendez-vous planétaire. Il avait terminé dernier de la sixième série du 100 m nage libre avec un chrono de 49.65.

Angleterre

Ryad Mahrez marque et rassure

■ Alors que le métromane des Verts, Ryad Mahrez est passé par une situation quelque peu difficile en ce début de saison avec les Sky Blues, il a réussi à se reprendre et donc à rassurer tout le monde sur sa forme.



Mahrez devrait être au rendez-vous pour les prochains matchs de l'EN

Par Mahfoud M.

Ainsi, et pour la réception de Wycombe, pensionnaire de troisième division, en coupe de la ligue, il a grandement contribué au succès de Manchester City qui s'est imposé largement sur le score de 6-1. Mahrez, titulaire pour cette rencontre, s'est illustré par un doublé et une passe décisive, montrant qu'il peut être toujours décisif pour peu qu'il trouve un environnement idéal, et qu'il soit mis dans de bonnes conditions psychologiques.

Le capitaine de l'EN algérienne profite de cette rencontre pour retrouver quelques couleurs, lui dont la saison commence en douceur. Il a multiplié les passes clefs pour Sterling,

Foden et Torres, exprimant au mieux sa vision de jeu. Si Wycombe a ouvert la marque, City n'a nullement douté et a profité de sa domination pour égaliser par l'intermédiaire de De Bruyne.

À deux minutes la fin de la première période, Ryad Mahrez s'est montré à la réception du centre de son latéral gauche pour mettre la balle au fond des filets. Sur l'action suivante, il tire un corner pour Foden, qui marque à son tour. Deux buts, coup sur coup pour City, donc, qui est rentré aux vestiaires avec un avantage de trois buts à un.

En deuxième période, Manchester City a poursuivi sa domination, inscrivant trois autres buts dont un 5^{ème} qui porte le nom de Ryad Mahrez, à la conclusion d'une action collecti-

ve de grande qualité.

Score final 6-1 pour Manchester City qui se qualifie au prochain tour de la compétition et soirée agréable pour Riyad Mahrez, à moins de vingt jours des deux matchs opposant l'Algérie au Niger. Voilà donc qui devrait rassurer le coach national, Djamel Belmadi qui s'inquiétait quelque peu de la forme de son poulain qui n'était pas au top lors des derniers matchs de la sélection nationale et surtout face au Burkina Faso. Toutefois, le technicien algérien connaît la valeur intrinsèque de son joueur et sait qu'il peut revenir en force pour apporter le plus qu'on attend de lui lors des prochains rendez-vous qui attendent les "Guerriers du Désert".

M. M.

Éliminatoires de la CAN féminine 2022

La Sélection nationale boucle son stage d'évaluation

Le premier stage de l'équipe nationale féminine A, consacré à une nouvelle évaluation des joueuses, a pris fin lundi 20 septembre avec le déroulement d'un match d'application face aux U17 du club de Sidi Moussa, qui a remplacé au pied levé les jeunes de l'USM Alger qui n'ont pas pu faire le déplacement, a indiqué la Fédération algérienne de foot-

ball. 29 joueuses dont 16 éléments professionnels évoluant en France, ont pris part à ce stage qui a débuté le 15 septembre, s'inscrivant dans le cadre de la deuxième phase de préparation pour la double confrontation face au Soudan prévue en octobre pour le compte des éliminatoires de la CAN 2022. La sélectionneuse Radia Fertoul s'est dit satisfaite de ce regroupement qui a

constitué «une aubaine pour évaluer le groupe en vue de dégager l'effectif qui prendra part au éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations CAN 2022», a-t-elle déclaré au micro de FAF TV. «Nous avons la chance d'avoir de joueuses d'un bon niveau à tous les postes, maintenant il faut choisir les meilleures qui défendront les couleurs nationales lors des prochaines échéances officielles» a ajouté Fertoul. La première confrontation contre le Soudan dans le cadre des éliminatoires de la CAN féminine 2022, dont la phase finale aura lieu au Maroc, est prévue le 20 octobre prochain, au stade du 5-Juillet (Alger). En cas de qualification, l'Équipe nationale sera opposée, au 2e et dernier tour (14 - 23 février 2022), au vainqueur de la double confrontation entre le Mozambique et l'Afrique du Sud, vice-championne d'Afrique.

En une semaine

Douze éléments de soutien au terrorisme arrêtés

Douze éléments de soutien aux groupes terroristes et 37 narcotrafiquants ont été arrêtés au cours de la semaine écoulée par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP) qui ont mis en échec, en coordination avec les différents services de sécurité, des tentatives d'introduction de plus de 11 quintaux de kif traité, indique un bilan de l'ANP rendu public mercredi.

Ainsi, «dans le cadre de leurs nobles missions de défense et de sécurisation du territoire national contre toute forme de menaces, des détachements et des unités de l'ANP ont mené, du 15 au 21 septembre 2021, de multiples opérations qui témoignent de l'engagement infaillible de nos Forces armées à préserver la quiétude et la sécurité dans notre pays», souligne le communiqué.

Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements combinés de l'ANP «ont appréhendé 12 éléments de soutien aux groupes terroristes dans des opérations distinctes à travers le territoire national», précise la même source.

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et dans la «dynamique des efforts soutenus» visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans le pays, des détachements combinés de l'ANP «ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité au niveau

des territoires des 2^e et 3^e Régions militaires, 23 narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction de quantités de drogues via les frontières avec le Maroc, s'élevant à 11 quintaux et 30,5 kilogrammes de kif traité ainsi que 533 grammes de cocaïne, tandis que 14 autres narcotrafiquants ont été arrêtés, en plus de

44 709 comprimés psychotropes saisis dans diverses opérations exécutées à travers les autres Régions militaires». Par ailleurs, des détachements de l'ANP «ont appréhendé, à Tamansrasset, In Guezzam, Bordj Badji Mokhtar, Djanet et In Amenas, 436 individus et saisi 45 véhicules, 343 groupes électrogènes, 168 marteaux piqueurs, des quantités d'explosifs, d'outils de détonation et d'autres équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite, ainsi que 59 tonnes de mélange d'or brut et de pierres, alors que 8 autres individus ont été arrêtés, 10 fusils de chasse, 2 pistolets automatiques, 5 992 cartouches pour fusils de chasse, 5.015 unités d'articles pyrotechniques et 1 532 unités de diverses boissons ont été saisis à El Oued, Biskra, Batna, Tébessa, Djelfa, Tizi Ouzou et Tiaret».

De même, «des tentatives de contrebande de quantités de carburants s'élevant à 15 754 litres ont été déjouées à Tébessa, El-Tarf et Souk Ahras», indique la même source.

Reda A.

Procès de Ali Ghediri

Sept ans de prison ferme requis

Le procureur de la République près le Tribunal criminel de Dar El Beida a requis, hier, une peine de 7 ans de prison ferme à l'encontre de Ali Ghediri, poursuivi pour «participation en temps de paix à une entreprise visant à fragiliser le moral de l'Armée nationale populaire (ANP)». Le représentant du parquet a requis également une peine de 20 ans de prison ferme à l'encontre de Hocine Guasmi, comparaisant dans la

même affaire et qui est poursuivi pour «faux et usage de faux», «usurpation d'identité», «intelligence avec l'étranger» et «fragilisation du moral de l'Armée nationale populaire (ANP)».

Le procureur de la République a justifié les peines requises par «la gravité des faits reprochés» aux accusés, exprimant son souhait que ces peines «sévères» puissent «servir d'exemples» à l'avenir.

H. M.

Energie

Sonelgaz entame la mise en oeuvre du plan stratégique 2035

Le président directeur général (Pdg) du Groupe Sonelgaz, Chaher Boulakhras a supervisé, hier, l'ouverture des travaux d'une rencontre tenue à l'Institut de formation en électricité et gaz

(IFEG) de Ben Aknoun (Alger) sous le thème «lancement de la mise en oeuvre du plan stratégique 2035», a indiqué un communiqué du Groupe.

Cette rencontre de deux jours (22 et 23 septembre 2021) s'est déroulée en présence du Secrétaire général de la Fédération natio-

nale des travailleurs des industries électriques et gazières (FNTIEG), Achour Tellil, des cadres dirigeants des sociétés relevant du Groupe, de nombre de directeurs exécutifs et centraux et des membres du centre opérationnel stratégique, et ce dans le but de mettre en oeuvre le plan stratégique de Sonelgaz d'ici à 2035, a précisé le Groupe sur sa page Facebook. Les travaux ont débuté par l'intervention du conseiller du Pdg de Sonelgaz, Abdelouahab Boukherouba qui a affirmé que cette rencontre «sera axée sur

la présentation d'exposés détaillés sur le contenu du plan» ainsi que l'organisation de workshops avant de clôturer avec les recommandations du président du centre opérationnel stratégique.

Le SG de la FNTIEG a, pour sa part, salué les efforts du centre opérationnel stratégique, soulignant que toutes les propositions de la fédération ont été prises en compte et qu'il soutient l'administration du Groupe dans cette démarche», ajoute la même source.

R. M.

Les prix flambent toujours



Djalou@hotmail.com

Alimentation en eau à Tizi Ouzou

16 forages remis en service

■ Pas moins de 16 forages viennent d'être remis en service dans la wilaya de Tizi Ouzou à la faveur du programme d'urgence lancé par la direction locale des ressources en eau (DRE). Selon le directeur de la DRE, Ameziane Hadj Hamou, qui s'exprimait hier sur les ondes de la radio locale, ces forages sont situés essentiellement dans la vallée du Sébaou à hauteur des communes de Ait Khelili, Ouaguenoune, Ait Aïssa Mimoune, Tizi Ouzou et Tadmait.

Par Hamid M.

Dans le même sillage, Ameziane Hadj Hamou a indiqué que les communes du Sud de la wilaya comme Boghni et Draâ El Mizan, alimentées depuis le barrage Koudiet Acerdoune (wilaya de Bouira) ont également bénéficié de la réalisation de cinq forages en plus de la réhabilitation des équipements d'alimentation en eau potable des populations de cette région. Le DRE de Tizi Ouzou a fait état de la poursuite du pompage des eaux du Sébaou vers

le barrage Taksebt avec une moyenne journalière de 100 000 m³. Par ailleurs, Ameziane Hadj Hamou a annoncé la livraison durant le premier semestre 2022 du projet de réalisation du barrage Souk T'latha situé dans l'Oued Bouguedoura relevant de la commune de Tadmait (17 km à l'ouest de Tizi Ouzou). Le même responsable a fait état de l'opposition de riverains pour l'achèvement du reste à réaliser dudit projet, à savoir la digue du barrage suite au retard de l'opération de relogement des propriétaires des terrains d'implantation de l'infrastructure hydrau-

lique dont son taux de réalisation a atteint 80%. Toujours au chapitre des projets en souffrance dans la wilaya de Tizi Ouzou, le DRE a également mis en avant des oppositions de propriétaires de terrain de réalisation du barrage de Sid Khelifa dans la région d'Azeffoune pour expliquer l'énorme retard que ce projet accuse après plus de trois ans depuis son lancement en avril 2018. Le taux d'avancement dudit projet ne dépasse pas les 10% et semble stagner dans la phase d'expropriation et d'installation de son chantier.

H. M.

Saïda

Arrestation d'une personne pour chantage sur réseaux sociaux

Les éléments de la police judiciaire de Saïda ont réussi à arrêter une personne suspectée d'atteinte à la vie privée, de chantage et de menace de diffamation sur les réseaux sociaux, a-t-on appris hier de la Sûreté de wilaya. Cette opération a été enclenchée, au milieu de la

semaine en cours, suite à une plainte déposée par une victime auprès de la brigade de lutte contre la cybercriminalité relevant du service de wilaya de la police judiciaire, selon laquelle une personne possédant deux comptes Facebook menaçait de diffuser une séquence vidéo d'une conver-

sation qu'elle a eue avec la victime, a-t-on indiqué. Les services de police ont ouvert une enquête et ont procédé à l'arrestation du mis en cause, en possession d'un téléphone mobile contenant la conversation vidéo en question, en plus d'autres enregistrements de séquences vidéo avec d'autres personnes de différentes wilayas du pays. Les investigations menées par la police ont démontré que le suspect exploitait ces enregistrements pour faire chanter ses victimes et les menaçait de les diffuser à travers les pages des réseaux sociaux, au cas où ces derniers refuseraient de lui remettre des sommes d'argent. Le suspect âgé de 30 ans a été présenté, mardi, devant le procureur de la République près le tribunal de Saïda, selon la même source.

Reda A.